

Chantal Guittet

DÉPUTÉE DU FINISTÈRE



LETTRE N° 5 • SEPTEMBRE 2013



Réforme des retraites : une réforme ambitieuse et équitable

Nos retraites en France reposent sur la solidarité nationale intergénérationnelle. Ce principe est au cœur de notre pacte républicain. Il est en danger puisque le déficit des régimes de retraite est aujourd'hui évalué à 20 milliards d'euros pour 2020. La réforme Fillon n'a pas résolu ce problème, nous devons faire en sorte de pérenniser ce système. C'est un enjeu d'équité pour toutes les générations. Comme l'a rappelé la Ministre Marisol Touraine, il s'agit de "construire un rempart contre la privatisation de nos retraites", qui bénéficierait aux ménages les plus aisés. Mais notre réforme doit garantir l'avenir du système dans la justice. La hausse des cotisations est modérée, elle représente environ 2 euros par mois pour un salarié rémunéré au SMIC. L'augmentation de la durée de cotisation

est cohérente avec la progression de l'espérance de vie. Le gouvernement a rétabli la possibilité de partir à la retraite à 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler jeunes. Nous allons plus loin en prenant en compte les périodes de chômage ou de travail à temps partiel. Nous proposons la création d'un compte personnel de pénibilité, qui pourrait concerner 20 % des salariés. Pour les jeunes, les trimestres d'apprentissage seront pris en compte et ils auront la possibilité de valider les périodes d'études. Tous les trimestres de maternité seront validés pour les femmes. Favorable aux travailleurs ayant des salaires modestes, cette réforme leur permet de valider un trimestre avec 150 heures au lieu de 200 heures hier.

Mes travaux ont porté sur :

► La question de l'intervention de la France en Syrie

La perspective d'un contrôle international des armes chimiques est une avancée, mais elle ne doit pas faire oublier que la guerre fait rage en Syrie. La communauté internationale n'a pas encore **répondu aux obligations morales, ni aux urgences humanitaires**, ni paré à l'insécurité régionale. Le conflit s'exporte en Irak et au Liban où l'afflux de réfugiés, comme en Turquie et en Jordanie, compromet des équilibres fragiles. Nous devons soutenir politiquement l'opposition en accompagnant sa structuration dans la Coalition Nationale Syrienne, en faisant entendre sa voix au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Santé, alimentation, éducation ; l'opposition doit être en mesure de montrer au peuple syrien qu'elle sait administrer et pas seulement discourir ou résister les armes à la main. La France et l'Europe doivent augmenter leur aide à l'unité d'assistance de la Coalition, permettre aux élus des zones libérées de répondre aux besoins des habitants, et très vite renforcer leur appui logistique aux hôpitaux.

La dictature, loin d'être un rempart contre le chaos, en est la cause. L'Europe a tout à gagner à ce que l'oppression et la guerre cessent à ses frontières. Nous ne devons pas accepter l'insupportable ni détourner le regard.

Au moins 110 000 morts recensés dont 3 905 femmes et 5 833 enfants de moins de 16 ans.

► L'amélioration de la loi sur le logement

J'ai amendé la Loi ALUR sur les sujets suivants : déclaration obligatoire de présence de mэрule dans les logements, simplification de la demande de logement HLM pour les personnes en instance de divorce, **obligation pour le bailleur d'informer le locataire sur la nature et les modalités des travaux prévus avant leur commencement**, renforcement de la prévention des expulsions locatives.

► La directive Tabac : un enjeu majeur pour la santé de nos jeunes

J'ai été chargée d'un rapport d'information sur la directive tabac dont l'objectif est d'harmoniser et lutter contre les méfaits du tabagisme en Europe. Au centre des réflexions la hausse inquiétante du tabagisme chez les jeunes et l'apparition de nouveaux produits qui favorisent l'entrée dans la dépendance.

J'ai proposé un certain nombre de résolutions votées à l'unanimité par la commission des affaires européennes et qui seront transmises au parlement européen.

► Les retraites des personnes souffrant d'un handicap

En relation avec les associations Unapei et APF, j'ai proposé une série d'amendements visant à améliorer la retraite des personnes en situation de handicap.



Le 20 août, Les élus de la communauté urbaine ont accueilli l'amiral Katigawa et les 730 marins japonais, lors de l'escale du navire école *Kashima* et des croiseurs *Isoyuki* et *Shirayuki*. La solidarité des marins n'est pas un vain mot, elle se manifeste au Japon et en France par l'entretien réciproque des sépultures des marins morts au combat. Nous avons rendu hommage au marin plouguernéen Christophe Gourvenec, décédé au Japon, dont la sépulture est entretenue à Nagasaki par M. Akira Nishibori.



Pour mettre en œuvre le changement, je me suis engagée pour :

► Une vraie réforme fiscale, pour défendre le pouvoir d'achat des plus modestes

Je soutiens l'élargissement du mécanisme de décote de l'impôt sur le revenu proposé par le Premier ministre, mais il est possible d'aller plus loin sur le terrain du pouvoir d'achat. Je fais partie des 50 députés qui souhaitent que la CSG devienne progressive. Cette mesure de justice fiscale permettrait de rendre, de manière substantielle, du pouvoir d'achat aux catégories populaires et moyennes sans accroître le déficit public.

► L'étiquetage obligatoire de l'origine nationale des produits utilisés dans les plats préparés

Cette traçabilité est cruciale non seulement pour la sécurité alimentaire des consommateurs, mais également pour la mise en valeur de nos produits régionaux. Avec Germinal PEIRO, les députés finistériens ont proposé cet étiquetage obligatoire en première lecture du projet de loi sur la consommation. En raison des négociations européennes sur ce sujet, notre proposition n'avait pu aboutir. Une délégation de parlementaires s'est rendue à Bruxelles pour convaincre la commission du bien fondé de cet amendement et les sénateurs ont ensuite pu adopter cette mesure à l'unanimité. En seconde lecture, à l'Assemblée Nationale, les députés finistériens défendront à nouveau cette mesure et j'espère que la voix unanime des parlementaires français pèsera fortement dans les pourparlers avec Bruxelles !



Rentrée scolaire 2013 : priorité au primaire

Pour la rentrée 2013, j'ai rendu visite aux équipes pédagogiques de 4 établissements : l'école intercommunale Saint Joseph de Kernouës/Saint-Frégant, l'école intercommunale du Tréas de Kerlouan et de Guisseny, l'école du Bourg de Pencran et Jean de la Fontaine à Saint-Divy.

Avec la majorité actuelle, nous donnons la priorité au primaire, là où tout se joue. Des moyens supplémentaires et de nouveaux rythmes scolaires offrent aux écoliers du meilleur temps pour apprendre à lire, écrire et à compter, mais aussi davantage de temps périscolaire pour s'épanouir en découvrant des activités sportives, artistiques et culturelles.

Les écoles supérieures du professorat et de l'éducation permettront de former de nouvelles générations d'enseignants qui seront, pour la première fois, bien préparés à leur métier.

Nous défendons le bien-être de tous, nous voulons associer les familles et les collectivités locales pour former le citoyen de demain.

Pour notre région, les moyens supplémentaires dédiés à l'éducation des 613 651 élèves bretons sont : 74 emplois dans le premier degré, 175 emplois dans le second degré, 94 Emplois d'Avenir Professeur, 58 AVS et 1000 contrats aidés. Dans la circonscription, Guipavas, Le Relecq-Kerhuon et Plouescat appliquent les nouveaux rythmes scolaires.



Bientôt à l'Assemblée...

- Discussion du projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites
- Projet de loi de finances pour 2014



Je relaie vos demandes auprès du gouvernement :

- ▶ [Sur la restriction de l'assistance technique de l'Etat aux collectivités territoriales concernant l'Application du Droit des Sols \(ADS\), et l'Assistance technique pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire \(ATESAT\). Lire mon courrier à la Ministre DUFLLOT.](#)
- ▶ [Sur la réduction de 25 % des moyens destinés aux programmes d'insertion par la culture dans les établissements pénitentiaires](#)
- ▶ [Sur le bénéfice des campagnes doubles pour les anciens combattants d'Afrique du Nord](#)
- ▶ [Sur les difficultés rencontrées par les entreprises spécialisées dans l'hivernage de caravanes et bateaux dans les territoires agricoles](#)
- ▶ [Sur les difficultés rencontrées par les éleveurs ayant acheté des pompes à chaleur pour obtenir des Certificats d'Economie d'Energie dans le cadre du plan AGR1 TH 07](#)



Sur le terrain, j'ai rencontré :

▶ Les élus et les représentants syndicaux sur l'avenir de l'agroalimentaire en Bretagne :

- J'ai organisé une rencontre, **lundi 16 septembre, à Lampaul-Guimiliau** entre **Pierre Maille, Président du Conseil général** du Finistère, les **élus de la région Bretagne**, et les **représentants syndicaux de GAD**. Le but était de faire le point sur les aides possibles des collectivités locales en soutien des salariés.
- **Le 30 septembre à Quimper, réunions de travail sur la crise de la filière porcine et le futur plan pour la Bretagne**. Avec le Ministre **Guillaume Garot, Pierrick Massiot**, Président de la Région Bretagne, **Pierre Maille**, Président du Conseil général du Finistère, les élus locaux, et **l'inter-syndicale des principaux sites agroalimentaires finistériens**.

▶ Des acteurs du secteur des sports, des loisirs et de la culture :

- **Guy Rouxel et les élus de Plouescat** lors du Trophée des pages 2013.
- Les organisateurs, élus et habitants du Relecq-Kerhuon à l'occasion du **Pique-Nique Kehorre** de Sainte-Barbe.
- Les organisateurs et les **membres du comité des fêtes de Plouider** à l'occasion du **Jap'Noz**.

▶ Des acteurs de l'économie :

- Avec le Président François Hollande, les dirigeants et salariés de l'entreprise Bolloré à Ergué-Gabéric pour l'inauguration de la nouvelle usine "Blues Solutions".
- Avec le **Ministre Pierre Moscovici**, les dirigeants et salariés de l'entreprise Thalès.
- Les **artisans et commerçants de Lannilis** lors de l'ouverture des "Journées".

▶ Des acteurs de l'éducation :

- Le **recteur d'académie** à Quimper pour une présentation de la rentrée scolaire 2013 et de ses enjeux.
- Les directeurs et directrices de **l'école intercommunale Saint-Joseph Kernouës/Saint-Anne Saint-Frégant, de l'école intercommunale Kerlouan/Guisseny du Tréas, de l'école du Bourg Pencran et de l'école Jean de La Fontaine Saint-Divy**, lors d'une visite de rentrée avec les Maires des communes concernées.
- **Le chef d'établissement, l'équipe éducative et les personnels du collège Camille Vallaux** au Relecq-Kerhuon lors d'une visite.

▶ Des acteurs de la mémoire collective :

- À Sein, des **Associations d'Anciens Combattants**, avec le **Ministre Jean-Yves Le Drian**, lors d'une cérémonie commémorant les 128 Sénans partis rejoindre de Gaulle à Londres, **en juin 1940**, pour défendre la France Libre. Alain Géreec, Président de la section U.N.C. de Landerneau.
- À la pointe Saint-Mathieu, lors de la cérémonie du 20 août en l'honneur des marins, morts pour la France, Pierre Léaustic, président de l'association Aux marins, et la famille du Plouguernéen Christophe Gourvenec, mort au Japon.

▶ Des acteurs du secteur de l'habitat et du logement :

- Madame Le Yondre, représentante de la **Confédération Syndicale des Familles du Finistère**
- Et Monsieur Le Martret, représentant de la **FNAIM**, afin d'entendre leurs propositions sur la loi ALUR

▶ Les élus et habitants du Folgoët au pot d'amitié municipal à l'issue du Pardon

▶ Les bénévoles de Henchou Gwechall à Plouider

▶ Les élus de Saint-Thonan pour l'inauguration de la Maison de l'Enfance

▶ Des passionnés de l'aéronautique au Forum des Métiers de l'Aéronautique de Landivisiau !



Inauguration du nouveau centre d'incendies et de secours à Landerneau, Mescoat

PERMANENCE PARLEMENTAIRE

28, Rue du Général de Gaulle • 29260 Lesneven
Tél. 02 98 00 99 81 • Fax 02 98 00 11 26
contact@chantalguittet29.fr

Ouverture du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00
et de 14h00 à 17h30

ASSEMBLÉE NATIONALE

126, Rue de l'Université • 53555 Paris 07 SP

Collaborateurs : L'administration générale est assurée par Christine Kermarec. Marlène Réa s'occupe des interventions individuelles et Marion Maury des demandes institutionnelles (syndicats, associations, collectivités). À Paris, Marie-Cécile Velluet prépare les travaux législatifs.

